



Mopti

Les Populations exigent le départ des forces étrangères

PAGE 3

Prix : 300 F CFA

LE COMBAT

“ La tâche de l'intellectuel n'est pas de distribuer les aménités, mais d'énoncer ce qui est.

Son propos n'est pas de séduire mais d'armer...

Régis Debray ”

Quotidien N° 1992

Mardi 18 juin 2019

www.lecombat.fr

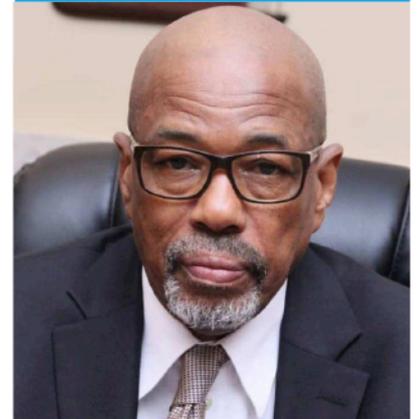
Pour détournement des fonds destinés à l'Armée malienne

PAGE 3

L'UE suspend son aide financière aux FAMA



Insécurité



SYNAC et SYLTMAT appellent les Représentants de l'État à plier bagage

PAGE 7

Droit de savoir
Procédures et lieux de délivrance d'un passeport

PAGE 6

Prostitution

Le 5e Rapport de la Fondation Scelles sorti

PAGE 5

ACTUALITÉ L'honneur de l'Armée au cœur du débat

Vraie coupable ou bouc émissaire idéal ?

PAGE 7



DU COMBATTANT

Quand le marché du sexe s'attaque à nos petits appareils sur les réseaux sociaux, c'est dérangentant !

NUMEROS UTILES

Pompiers : 18
Police secours : 17
COMMISSARIATS DE POLICE
 1^{er} (Centre Commercial) : 20225137
 2^{ème} (Bolibana) : 20223429
 3^{ème} (Quinzangou) : 20212361
 4^{ème} (Torokorobougou) Tél : 20224247
 5^{ème} (Lafiabougou) : Tel : 20.29.40.43
 6^{ème} (Korofina) : 20.24.68.48
 7^{ème} (Sogoniko) Tel : 20.20. 09.81
 8^{ème} (Koulouba) Tel : 20.22.53.73
 9^{ème} (Sébénicoro) Tel : 20.79.42.75
 10^{ème} (Niamakoro) : 20.20.37.20
 11^{ème} (Kalaban) : 20.28.10.05
 12^{ème} (Boukassbougou) : 20.24.26.31
 13^{ème} (Yirimadio) : 20.20.53.07
 14^{ème} (ACI 2000) : Tel : 202037 20 /
 15^{ème} (Baco djicroni ACI) : Tél. : 20 28 38 33
AEROPORT-BAMAKO SENOU : 20.22.34.63
BLJ : 20-22-48-17
HÔPITAUX
 Point G : 20-22-50-03 / 20-22-50-0
 G. Touré : 20-22-27-12 / 20-23-07-80
 Kati : 20-27-20-65
BANQUES
 BDM : 20.22.44.61 / 20.22.20.50
 BIM s.a : 20.22.50.89
 BHM : 20.22.91.90 / 20.22.45.64
 BRS-Mali : 20.22.22.14
 BMS s.a : 22.23.50.43
 BNDA : 20.29.64.64
 BOA : 20.22.42.94
 BCEAO : 20.22.3757 / 20.22.37.58
 BCS : 20.21.01.83 / 20.21.05.35
 BICIM : 20.23.33.68 / 20.23.33.73
 ECOBANK : 20.70.06.00
 BSIC : 20.22.15.73 / 20.22.15.97
COMPAGNIES AERIENNES
 Renseignements SENOU : 20.20.27.01
 AFRIQYAH : 20.21.39.64
 AIR ALGERIE : 20.22.31.59
 AIR BURKINA : 20.21.01.78
 AIR FRANCE : 20.70.03.30
 AMAVAL VOYAGE : 20.23.54.70
 ETHIOPIAN AIRLINES : 20.22.60.36
 TUNIS AIR : 20.22.86.41
 AIR MAURITANIE : 20.22.56.05
 ROYAL AIR MAROC : 20.21.67.03
 POINT AFRIQUE : 20.23.57.76
 MALI AIR ESPRESS : 20.23.14.65
 CAM : 20.22.24.24
 AIR GABON : 20.23.52.07
 KENYA AIRWAYS : 20.22.12.35

LE COMBAT

Édité par le Groupe de presse Avenir
 Communication Mali sarl (GPAC-Mali-Sarl) s.a
 Capital de 1 000 000 FCFA
 Siège : Quartier Bougouba
 gpacmalilecombat@gmail.com
 WWW.lecombat.com

Tél :
 Réception : N°002/2011/PRB-CII
 RC N°MA.BKO.2016.8.1091
 NIF : 08238750 6

Fondatrice-Gérante
Directrice de Publication
 Bathily Neïmatou Naïlle Coulibaly

Directeur Commercial
 Cheick Oumar Keita / 79 40 27 27
Directeur de la Rédaction

Directrice en chef

Assitant du Directeur de la Rédaction
 Seydou Konaté
Secrétaire Rédaction
 Habib Diallo

Rédaction Générale
 Bathily Neïmatou Naïlle Coulibaly
 Seydou Konaté
 Habib Diallo
 Modibo Coulibaly
 Bogodana Isidoré Théra
 Sadio Bathily
 Ahmad Ould Bilé
 Adama A Haïdara
 Laye Diakité
 Djibril Coulibaly

Service Commercial
 Halimatou Traoré
 Fanta Mady Kouyaté

Secrétariat : Zeïnabou Maïga
INFOGRAPHIE
 Mohamed Sissoko

Impression : le Combat
Tirage : 3 000 exemplaire

Élaboration de la politique de réparation

La CVJR rencontre les acteurs institutionnels

Le Grand Hôtel Azalai de Bamako a servi de cadre de rencontre, le vendredi dernier, entre la Commission Vérité, Justice et Réconciliation et les acteurs institutionnels sur l'élaboration de la politique de réparation en cours. L'objectif principal, selon le Président Ousmane Oumar Sidibé, est de réunir le maximum de consensus au tour du document contenant les procédures d'élaboration de la Politique en question.

Dans la dynamique d'informer et de sensibiliser les autorités, les services techniques et les autorités administratives indépendantes de nos institutions sur les principales mesures de réparation et les moyens de leur mise en œuvre, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) et les acteurs institutionnels ont tenu une journée d'échange dans salle de réunions du Grand hôtel Azalai de Bamako. La cérémonie d'ouverture des travaux s'est déroulée sous l'égide de la Représentants du PASP/GIZ, Mme Anne Katrin, et des Responsables de plusieurs Institutions spécialisées de notre pays.

Dans son discours, le Président Ousmane Oumar Sidibé a invité tous les participants à exposer leurs observations et recommandations pour un document inclusif et partagé de tous qui ensuite, sera prochainement déposé sur la table du Gouvernement. Un document qui, selon lui, trouve son fondement dans plusieurs éléments dont les principaux



Une vue du présidium

La compétence de la CVJR. Elle va permettre, pour la première fois, d'avoir les réactions, les suggestions, les observations, les analyses et les commentaires des acteurs institutionnels pour améliorer le travail afin de trouver un document de qualité qui prendra en compte les réalités des Maliens et des standards internationaux », a souhaité le Président Ousmane Oumar Sidibé. De son côté, la Représentante du GIZ, Mme Anne Katrin rappelle qu'au-delà de permettre

importante pour la CVJR. Elle va permettre, pour la première fois, d'avoir les réactions, les suggestions, les observations, les analyses et les commentaires des acteurs institutionnels pour améliorer le travail afin de trouver un document de qualité qui prendra en compte les réalités des Maliens et des standards internationaux », a souhaité le Président Ousmane Oumar Sidibé. De son côté, la Représentante du GIZ, Mme Anne Katrin rappelle qu'au-delà de permettre

d'atténuer la souffrance des victimes, une réparation nourrie le sentiment de considération d'un pays vis-à-vis de son citoyen. Une expérience qu'elle a bien vécue chez elle. «Comme dans mon propre pays, l'Allemagne, le processus de réparation des victimes du Régime de Nazisme a été élément incontournable», a-t-elle rappelé. À ses dires, ce processus a marqué la reconnaissance officielle par l'État allemand de la terreur inimaginable imposée sur les citoyens par le Régime de Nazisme et de la responsabilité de la société allemande pour réparer ces torts. Ainsi, pour des victimes qui se trouvent dans une situation de précarité très poussée, comme c'est le cas de notre pays, le Mali, les réparations sont souvent considérées comme le moyen le plus tangible et le plus significatif pour rendre un sentiment de satisfaction au mal et de justice politique. Un moyen de renforcement de la confiance des victimes envers l'État.

Seydou Konaté

Nécrologie / L'ancien Président du HCESC, Moussa Bala Coulibaly, n'est plus !

Le Mali vient de perdre un de ses fils très connu de la scène politique et administrative nationale. L'ancien Président du Haut Conseil Économique social et Culturel, Moussa Bala Coulibaly, a rendu l'âme hier, lundi 17 juin, dans l'après-midi, à l'âge de 85 ans.

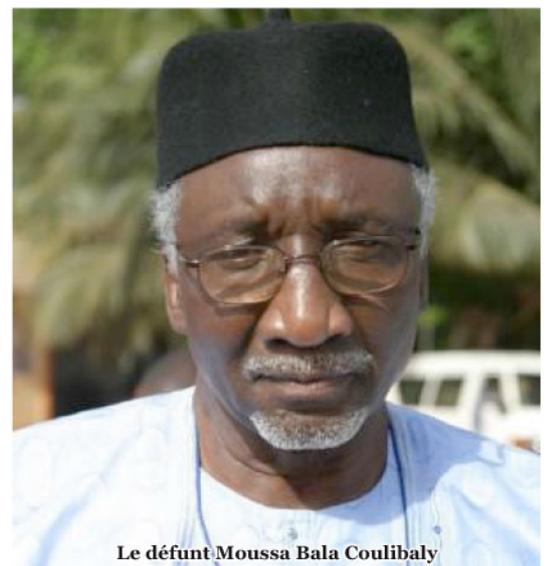
Marié et père de 5 enfants dont le Président du parti UDD, l'ancien Ministre Tiéman Huber Coulibaly, le défunt patriarche Moussa Bala Coulibaly était Diplômé de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, (INSEE) de Paris. Après ses brillantes études, a occupé plusieurs hautes fonctions tant au plan national qu'international.

L'ancien auditeur du Centre d'Études de Programmes Economiques de Paris est également Diplômé de l'École des Travaux Publics de l'AOF. Entre 1960 à 1990, il a eu une carrière administrative et entrepreneuriale bien remplie.

De 1960 à 1973, il a été successivement Directeur National de la Statistique et du Plan ; Conseiller Technique au Ministère des Travaux Publics ; Secrétaire Général à l'Energie et aux Industries et Directeur Général puis le Président Directeur Général de la Société d'Équipement du Mali (SEMA).

De 1973 à 1990, il a conduit la Direction de Générale du Mali Industries avant d'être le Président Directeur Général de la Société Industrielle du Papier et des Arts Graphiques (SI-PAG) et aussi PCA de la Société d'exploitation minière Bouré-SA et PDG de la Compagnie aérienne Malitas.

Également très connu dans le domaine de l'entrepreneuriat, le défunt Moussa Bala Coulibaly a été le Président du Groupe Industries Kulu-bali IKSA qui compte comme filiales : le Groupe Stellis (Réseau d'agences de communication et régies publicitaires au Mali, Guinée et Burkina Faso), Europe Handling Mali (Société d'assistance aéroportuaire, franchise du Group



Le défunt Moussa Bala Coulibaly

Europe Handling), Antarès Mali (intérim et recrutement), Mandé Mines et les Mines du Bouré puis Président du Conseil d'Administration des Ciments et Matériaux du Mali (CMM-SA), filiale malienne du Groupe Vicat. Bref, notre pays vient d'être orphelin d'une Bi-

bliothèque en matière gestion d'entreprises et de services publics.

La Rédaction de votre Quotidien LE COMBAT présente ses condoléances les plus émues à la famille de l'illustre disparu !

La Rédaction

Mopti / Les Populations exigent le départ des forces étrangères

Les attaques par des individus armés non identifiés se répandent de plus en plus dans le pays et particulièrement dans le Centre. Face à cette situation devenue de plus en plus préoccupante, les Habitants de la crient au ras le bol. À Mopti, ils étaient nombreux, hier, lundi 17 juin, à manifester leur mécontentement. Ils dénoncent le laxisme des forces étrangères à combattre l'insécurité récurrente dans la zone. La marche était organisée par la Société civile.

« MINUSMA, Barkhane, dégagez ! Partez, nous ne voulons plus de votre présence ici chez nous ! ». Ce sont quelques mots des slogans que la foule scandait hier, lundi, dans la ville de Mopti contre ces forces armées étrangères. La marche est partie (ndlr : pour ceux qui connaissent cette ville) du rond-point du Lycée Hamadou Dicko et a pris fin devant le Quartier Général de la MINUSMA de la 5e Région.

« Chaque jour que Dieu fait, c'est des tueries chez nous ici, dans la Région de Mopti. Finalement, on voit que le Mali est menacé

et Mopti en premier lieu ». Ces mots durs proviennent d'un des manifestants en colère. Selon un autre, il faut s'unir pour sortir le Mali de cette crise. « C'est ce qui motive cette sortie des populations contre les soldats onusiens », a-t-il expliqué. « Les forces qui sont là, si elles ne nous sécurisent pas, qu'elles quittent notre territoire » a-t-il conclu.

Les manifestants demandent à ce que l'État autorise et renforce les forces armées et de sécurité locale de procéder à la récupération des armes avec ceux qui n'ont pas droit d'en détenir. Ils dénoncent aussi la distinction

entre les ethnies. Car, selon eux : « Tous les Maliens sont du même père et de la même mère ».

Cette manifestation a eu lieu pendant qu'un check-point s'installait à Somadougou, localité située à moins de 30 kilomètres de la ville de Sévaré, dans la Région de Mopti. C'est un poste de contrôle qui serait sous le contrôle des jeunes armés de la zone. L'information a été confirmée par les autorités locales et, selon elles, ils disent être là pour la sécurisation des populations.

A. Haïdara



Une image de la manifestation

Pour détournement des fonds destinés à l'Armée malienne

L'UE suspend son aide financière aux FAMA

L'opinion nationale et internationale sur les tenants et les aboutissants de l'aide publique apportée par l'Union Européenne au Mali. Il s'agissait également de proposer des pistes d'amélioration pour une meilleure utilisation, une meilleure adéquation entre les besoins prioritaires du pays et l'aide elle-même, une meilleure coordination pour une satisfaction conjointe des donateurs et du pays bénéficiaire. Mais c'est ce qui a débusqué un problème jamais révélé à l'opinion malienne par ses autorités politiques. Il s'agit de la suspension de l'aide destinée aux FAMA.

Les raisons de cette suspension de l'aide européenne

Au cours de cette rencontre, le Représentant de l'Union Européenne qui fait partie des partenaires clés au développement du Mali a tout révélé. Donc, ce fut une nette occasion, un lieu approprié pour GezaSTRAMMER, présent au Colloque, de faire les présentes révélations fracassantes, voire délicates, à plus d'un titre ; car, jamais ce scandale n'avait pas été évoqué publiquement, ni officiellement, ni même implicitement par les Autorités maliennes. GezaSTRAMMER a laissé entendre que l'UE a suspendu son aide financière destinée à l'Armée Malienne, depuis quelque temps, à cause du manque de traçabilité constatée dans la gestion des fonds. L'aide offerte sous forme de dons, à en croire certaines sources bien fouillées, s'élèverait à plusieurs millions d'euros, a été suspendue, alors qu'elle était destinée au renforcement des capacités de nos Soldats engagés, depuis 2012, sur le front dans la lutte contre le terrorisme et le djihadisme dans notre pays. Le montant de cette aide est gelé, depuis quelque temps par les Responsables de la mission européenne au Mali, à cause des difficultés pour l'organisation des enquêtes afin de pouvoir faire la traçabilité dans la gestion dudit fonds. En clair, il y a toujours eu une opacité totale entourant la gestion de ces fonds. Selon lui, cet appui n'est pas géré suivant les principes et la rigueur qu'il faut. « L'argent est directement versé dans le compte du Trésor public malien. L'Union Européenne n'a alors aucune possibilité de toucher à ladite somme. Mais quand on évalue et que l'on se rend compte que le programme n'a pas été exécuté convenablement, en ce moment, on peut décider de suspendre notre financement en faveur dudit programme », mentionne M. STRAMMER, visiblement en courroux contre les autorités maliennes. Dans le même temps, d'autres sources évoquent que l'EU, qui apporte au moins 1 milliard d'euros par an à l'État malien, a aussi réduit également son aide au Mali dans d'autres secteurs pour manque de résultats palpables.

Le hic, tout ceci s'est produit en connaissance de nos autorités sans qu'elles ne daignent informer le Peuple. Un comportement indigne qui révèle l'opacité de la gestion des affaires publiques tant créée par les Maliens. Et comme le dit souvent l'adage populaire : « Qui ne dit rien consent ». De ce fait, l'Autorité vient, par ce silence, traduire sa culpabilité dans cette affaire obscure. Cette déclaration du Chef de la Coopération de l'UE met fin aux spéculations et situe clairement les responsabilités de l'Autorité. Et cela pose désormais de sérieux par rapport aux conditions de travail de nos forces et de sécurité qui subissent régulièrement des revers sur les théâtres des opérations. Ce qui justifie assurément la question de performance de nos forces armées et de sécurité qui se pose sur le front face aux terroristes et djihadistes plus armés et plus motivés qu'elles. La réaction de l'autorité est désormais attendue !

K.K

Attaques au Centre

- Prises dans une embuscade, les FAMA perdent un militaire entre Tonka et Niafounké
- Deux autres tués dans une explosion de mine à Sokolo

Les attaques terroristes s'accroissent au Centre du pays malgré les efforts des forces armées nationales et étrangères pour neutraliser les terroristes. Selon des sources militaires, hier lundi, tôt le matin, un détachement des forces armées maliennes est tombé dans une embuscade entre Tonka et Niafounké. C'est au cours d'une mission d'escorte des civils alors que deux autres étaient tués dans l'explosion d'une mine à Sokolo la veille.

K. Komi



Le Président IBK, chef suprême des armées

L'Armée malienne ne bénéficiera plus du soutien financier de l'Union Européenne (UE), principal partenaire financier multilatéral du Mali. L'information a été révélée à la surprise générale lors du colloque organisé par le Centre d'études et de réflexion du Mali (CERM), les 14 et 15 juin derniers. Le Chef de la Coopération de l'UE, Geza STRAMMER, a tout débattu en ce qui concerne la suspension de l'aide destinée aux FAMA par l'Union Européenne.

de réflexion du Mali (CERM) pour tout dire sur ce qui est de l'aide en général et particulièrement celle qu'offre l'Union Européenne aux Forces Armées Maliennes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme au Nord. En effet, l'affaire jusque-là était inconnue des Maliens. Mais c'est lors du colloque, organisé par le CERM, avec pour thème : « L'aide internationale au Mali : et si on se disait toute la vérité », que finalement le pots aux roses a été découvert. Et, comme le dit si bien le thème de la rencontre, la vérité sur l'aide des FAMA a été dite à cette occasion pour clarifier l'opinion.

En réalité, le présent colloque avait pour objectif d'éclairer

Geza STRAMMER, s'est servi de la tribune offerte par le Centre d'études et

LE COMBAT /

N° 1992 du mardi 18 juin 2019

IBK à Sobane Da À quand la fin des recueils sur les tombes ?

Le Président de la République, Chef de l'État, Monsieur Ibrahim Boubacar Kéita, à la tête d'une forte Délégation, s'est rendu, hier, jeudi 13 juin 2019, à Sobane Da, dans la Région de Mopti. Si la démarche est, certes, noble, dans le sens qu'il reconforte les familles endeuillées, les questions fusent des côtés sur la gestion des violences dont les Maliens continuent de payer injustement le prix.

Le village Sobane Da, où d'autres crimes contre l'Humanité ont été commis dans notre pays en début de cette semaine faisant 35 morts et plusieurs blessés au sein des populations civiles, est visité par le Président IBK et un certain nombre de membres du Gouvernement et d'Hommes de Dieu.

En effet, après le Conseil des Ministres du mercredi dernier, à l'issue duquel plusieurs décisions ont été prises, notamment le relèvement du Gouverneur de la Région de Mopti, le Chef de l'État s'est rendu sur les lieux du massacre, hier. Il était accompagné pour la circonstance d'une forte Délégation comprenant le Cardinal Son Eminence Jean Zerbo, le Pasteur Marc GOITA, le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, Michel Hamala Sidibé; le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Me Malick Coulibaly; le Ministre de la Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation Nationale, Lassine Bouaré; le Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, Hamadou Konaté; le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement et du Développement Durable, Housseini Amion Guindo; le Ministre de la Défense et Des Anciens Combattants, Général Dahirou Dembélé; le cardinal Son Eminence Jean Zerbo.

Au passage, annotons que cette présence du cardinal Son Eminence Jean Zerbo aux côtés du Président IBK est très symbolique; car, il faut le rappeler, les



IBK et le Cardinal Jean Zerbo à Sobane Da

populations du hameau de Sobane Da sont presque toutes de la confession chrétienne. Donc, il fallait une personnalité de son rang pour échanger avec les rescapés de ce drame. Certes, la démarche du Chef de l'État est noble pour rencontrer son Peuple en détresse. Mais la question qui se pose exactement aujourd'hui est de savoir s'il continuera à faire les recueils sans pour autant dire ou expliquer d'où viennent les violences au Centre et osera-t-il réellement faire désarmer les milices privées patrouillant sur le terrain en lieu et place des forces armées et de sécurité ?

Le Président IBK va une fois en-

core, comme à Koulogon, Ogosagou... présenter ses condoléances aux familles des disparus, sa compassion et son réconfort aux blessés puis aller se recueillir sur les tombes des disparus et plus rien ne sera encore fait pour mettre fin à cette mauvaise spirale de violence inhumaine. Combien de fois allons-nous assister au décompte macabre sans enquêtes abouties ? Les condamnations verbales ne calment plus les cœurs; Monsieur le Président de la République, l'heure de la vérité a sonné.

La population a soif de la vérité et de la paix tant promises, mais devenues mirage !

K. Komi

Sauvegarde des places publiques Le cheval de bataille du Comité d'initiatives pour le développement du quartier de Ouenzindougou

Pour son attachement indéfectible à la sauvegarde des places publiques, le CIDO (Comité d'initiatives pour la sauvegarde des places publiques de Ouenzindougou) a tenu sa 4e grande Assemblée, en présence de toutes les couches sociales du quartier. C'est une Assemblée Générale ayant réuni tous les Habitants du quartier, exception faite, bien sûr, des détracteurs, ceux qui ne veulent pas dire leur dernier mot pour le Bien-être de ce quartier.



Une image du rassemblement

Placée sous le signe de la sauvegarde des espaces publics du quartier, la 4e Assemblée Générale placée du CIDO s'est tenue le samedi dernier. Il était 16 heures, lorsque vieux et jeunes venus de tous les horizons attendaient avec impatience à ce que le Président de leur comité de pilotage accepte de leur livrer son message de Bien-être de leur milieu naturel et places publiques. Des doutes sur toute éventualité à renoncer à la sauvegarde des places publiques, loin s'en faut.

Cette fois-ci, il était question de faire l'état des lieux et les résultats des démarches menées auprès des hautes autorités pour la défense et la protection des espaces et places publiques d'Ouenzindougou après leur marche pacifique et républicaine qui a été réprimée dans le sang par les forces de l'ordre. Marche soldée par l'arrestation du Président du CIDO, Aboubacar Tangara et quelques éléments du Comité qui ont tous passé deux jours au Camp 1 de Bamako. Chose dite chose faite, pour l'intime conviction à la sauvegarde de ces places publiques. « Certes, des démarches ont été menées auprès de toutes les autorités compétentes, le 23 avril 2019, mais rien ne semble briser l'élan des spéculateurs terriens et leurs partenaires déguisés », nous dira Aboubacar Tangara, Président du CIDO. Selon lui, Souleymane Sangaré du Ministère de l'Administration Territoriale serait saisi et que ce dernier a affirmé que l'Autorité Intérimaire n'a aucune légitimité pour statuer sur le morcellement des places publiques. Il y a eu des coups de fils reçus qui seraient d'une part rassurants et, d'autre part, demandant de surseoir à toute opposition contre le projet de morcellement de ces

places publiques. Bref, pour la bonne cause et pour ne pas être rattrapé par l'Histoire, le CIDO aurait envoyé une lettre signée par 15 organisations associatives et religieuses du quartier au Gouverneur de la Région de Koulikoro dont le contenu porte sur le changement de Statut des places publiques, sur le lotissement de Ouenzindougou et le cas des places publiques. Le Comité a porté

à la connaissance du Gouverneur que, depuis près de 15 ans, la population du village assiste impuissamment au morcellement de tous les espaces libres et publics au lotissement anarchique de Ouenzindougou. Après des sollicitations pour mettre un frein à cette action qui est de nature à hypothéquer le développement de leur entité communale dans le contexte de décentralisation est restée vaine. Ensuite, le Comité a été amené à rencontrer le Gouverneur, le mercredi 8 mai 2019, pour lui exposer toutes ses préoccupations par rapport à cette situation et lui demander d'agir pour préserver ses espaces publics. Ce, en usant de son autorité. C'est pour mettre fin à toutes les activités et tentatives liées à ce morcellement des places publiques de la cité (qu'elles soient libres ou publiques).

En effet, le Chef du village et quelques Conseillers qui seraient à la base de tous ces maux ne veulent réellement pas renoncer à ce projet de morcellement pour motifs de clôturer le cimetière du quartier dont les 1 tiers seraient déjà morcelés et revendus. Donc, selon le Comité, les 12 places restantes ne feront jamais l'objet de quelconque morcellement à des fins personnelles. C'est ce qui a été décidé à l'unanimité à la sortie de cette Assemblée Générale.

Moctar N'Diaye

Le Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine lutte contre les accidents sur nos routes 106 Véhicules saisis lors de l'opération

Une grande opération de contrôle de l'état physique des véhicules, menée samedi 15 juin 2019, sur instruction du Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine, Ibrahim Abdoul LY, par une forte équipe de l'Agence Nationale de la Sécurité Routière (ANASER), a permis de mettre la main sur 106 véhicules jugés non conformes pour circuler sur nos routes.

Ibrahim Abdoul LY, nouveau Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine ne veut plus des cas de morts sur nos routes; car, le pays en a enregistré de trop ces derniers temps. C'est ce qui explique l'opération d'envergure de contrôle de l'état

physique des véhicules en cours. L'opération en question a été menée par les services compétents du Département avec l'appui conjoint la Gendarmerie Nationale et de la Police. Les équipes de contrôle de l'état physique des véhicules étaient déployées simultanément depuis le samedi matin sur tous les axes routiers: Bamako-Fana, Bamako-Ségou, Bamako-Kolokani, Bamako-Koulikoro, Bamako-Bankoumana et, enfin, Bamako-Siby.

Pour cette énième opération, les équipes contrôle ont particulièrement mis l'accent sur l'état des pneumatiques qui constitue, en plus d'autres facteurs, un grand danger en cette période de fortes pluies hivernales. C'est ainsi que les contrôles ont permis de

sanctionner (à la mi-journée) 106 véhicules dont 37 cas pour usure pneumatique, 31 cas pour non-port de la ceinture de sécurité, 18 cas pour surnombre de passagers, 11 cas pour excès de vitesse et, enfin, 9 cas pour la visite technique expirée décelés. Et ce nombre en une demi-journée seulement.

Il faut souligner que cette opération a été une réussite grâce à la demande du Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine. Et, selon les services chargés de cette mission, les opérations de ce genre vont se poursuivre pour contribuer à réduire davantage les accidents de la circulation sur nos routes.

K.KOMI

Prostitution / Le 5e Rapport de la Fondation Scelles sorti

L'une des plus grandes unités d'enquêtes du monde, l'Observatoire international Fondation Scelles, a rendu public son 5e Rapport, la semaine dernière. Le document de 24 pages expose les enjeux les plus actuels d'un phénomène criminel et surtout «une injustice» frisant la marchandisation de la personne humaine.

À travers de la situation dans trente-cinq pays et onze thèmes liés à l'actualité, les leçons à tirer du constat cruel que ce Rapport présente tiennent à la fois à l'universalité de l'exploitation, à la banalisation d'une prostitution de plus en plus perçue comme un marché parmi tant d'autres, et à la croissance d'un marché aux profits démultipliés par l'usage dévoyé des prodigieuses facilités qu'offre l'Internet. Ce document qui dresse le dernier panorama de l'exploitation sexuelle au niveau régional et au plan mondial livre non seulement les 6 défis majeurs à relever au vu des dernières évolutions et de leur impact, mais également les 6 réponses concrètes à apporter à un phénomène criminel qui s'intensifie, notamment sous l'effet du chaos géopolitique dans certaines zones de la planète et se renouvelle sous des formes modernes, adaptées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Alors que les moyens consacrés à la lutte contre l'exploitation sexuelle restent très réduits et que le débat se radicalise sous l'impulsion d'un courant «pro-travail du sexe» visant à occulter la violence inhérente au phénomène, partout dans le monde, les personnes prostituées sont marginalisées et stigmatisées. Selon le Rapport, partout, les enfants, les adolescents et les jeunes majeurs sont les premiers concernés. Cela, du Canada aux pays des Balkans, en passant les Brésil, Afrique du Sud, victimes du tourisme sexuel en Thaïlande, Allemagne, Pays-Bas et France, partout le problème se pose avec acuité et est dénoncé et ses pratiquantes et adeptes (enfants des rues, petits copains manipulateurs ou lover boys, devenus proxénètes) stigmatisés (e), marginalisés (e). «Partout les populations migrantes, chassées par la misère, les conflits politiques ou militaires, les persécutions, les catastrophes naturelles, sont la proie des réseaux criminels qui les prostituent sur les routes de la migration, dans les camps de Réfugiés ou dans nos villes».

Les enjeux

L'exploitation sexuelle continue dangereusement à se développer, notamment sous l'effet du



Image d'illustration

chaos géopolitique dans certaines zones de la planète et à se renouveler sous des formes modernes, adaptées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Le document souligne aussi la vulnérabilité des personnes migrantes et les progrès technologiques comme des facteurs au service de l'exploitation sexuelle. «La prostitution en ligne est en plein essor, trafiquants et proxénètes recrutent sur Internet, le marché des poupées et des robots sexuels explose», note-t-il avant d'interpeller tout le monde à agir ensemble à travers une réponse internationale contre un phénomène de criminalité transnationale notamment avec les coopérations policières et judiciaires, les réseaux d'échanges d'informations. Et aussi d'abolir les frontières en adoptant des lois pénales extraterritoriales pour pallier l'insuffisance des lois répressives de certains pays. Les Rapporteurs ont également souligné la nécessité d'adopter le modèle nordique qui reconnaît les personnes prostituées comme des victimes et incrimine l'achat d'actes sexuels. «La prostitution n'est ni un travail, ni du sexe : c'est la marchandisation de la personne humaine», peut-on lire dans le document.

Les jeunes au premier rang

Les mineurs et les jeunes majeurs sont aujourd'hui les premières victimes de la prostitution. Une situation née de la précarité socio-économique et financière sévissant dans bien de nos pays, les progrès technologiques, l'influence de la pornographie et la «glamourisation» de la prostitu-

tion.

Les formes d'exploitation sont diverses

Sugar babies ou enfants des rues, escortes ou victimes de tourisme sexuel, troc, échange monétaire, mais aussi chantage à caractère sexuel (extorsion), mariages d'enfants.... Les jeunes sont aussi les acteurs de cette exploitation, comme proxénètes et comme clients. Les petits copains manipulateurs ou lover boys qui séduisent des jeunes filles (souvent mineures) et les contraignent à la prostitution, sévissent en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, au Canada, en Inde, dans les pays des Balkans. Et les jeunes gens qui vont au bordel, seuls ou en bandes, pour affirmer leur virilité sont de plus en plus nombreux.

Les progrès technologiques au service de l'exploitation

Selon toujours le Rapport, les 2/3 des activités de la prostitution passent par les nouvelles technologies. Ce sont, entre autres, les sites web, catalogues d'escorting, plateformes d'annonces en ligne, «sex-tours», forums et réseaux sociaux. Des plateformes qui sont utilisées par les proxénètes, les trafiquants, les pédophiles pour attirer et recruter leurs proies, puis les exposer et les vendre à d'autres prédateurs. «Malgré le renforcement des lois, cette exploitation sexuelle numérique est en pleine expansion. Si l'internet doit évidemment demeurer libre et ouvert, la responsabilisation des acteurs sera nécessaire pour endiguer cette exploitation. 73% des femmes déclarent avoir été victimes de violences en ligne», explique le Rapport.

Les conflits et les migrations, terreau de l'exploitation sexuelle

Malgré la protection du Droit international humanitaire, les conflits armés, les catastrophes naturelles, les discriminations ethniques et les migrations s'accompagnent toujours des actes de violences sexuelles, parfois systématiques. Les femmes et les jeunes filles en particulier mais aussi les jeunes garçons, constituent une population surexposée aux risques d'agressions sexuelles, de mariages for-

cés, de prostitution, de viols, de traite des êtres humains... Dans les conflits armés comme sur la route de la migration, le corps des femmes et des enfants devient une marchandise exploitée par les soldats, les passeurs et les trafiquants. Selon le phénomène du refuge porno: «des films pornographiques, diffusés sur internet, mettent en scène des femmes réfugiées, souvent syriennes, subissant des actes d'humiliation infligés par des hommes de type caucasien. 800.000 requêtes en Allemagne, en septembre 2017 (p. 219) et plus de 80.000 réponses sur le moteur de recherches Google».

Ainsi, l'observatoire a appelé tous les Etats à la mise en place des lois pénales extraterritoriales permettant de poursuivre dans leurs pays d'origine les touristes suspects de crimes sexuels sur des mineur(e)s à l'étranger; la conclusion d'accords d'entraide judiciaire multilatéraux ou bilatéraux entre les pays pour faciliter les coopérations policières et judiciaires et les échanges d'informations; l'implantation du modèle nordique qui reconnaît aux personnes prostituées le Statut de victimes et incrimine l'achat d'actes sexuels. La Suède, la Norvège, l'Islande, le Canada, l'Irlande du Nord, la France, l'Irlande et, très récemment, Israël ont adopté ce modèle. Selon les auteurs du présent Rapport, le combat contre l'exploitation sexuelle ne pourra aboutir que lorsque le modèle nordique sera devenu une norme internationale.

Seydou Konaté



DU COMBATTANT

Quand le marché du sexe s'attaque à nos petits appareils sur les réseaux sociaux, c'est dérangeant !

Benazir est cette prostituée qui fait ses pubs sur la toile. Depuis les entrailles de notre quartier d'affaires, Hamdallaye ACI 2000, la dénommée Benazir ou la Sirène d'Afrique expose les images de ses parties intimes majoritairement tatouées sur les réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook et autres), ce qui ne conjugue pas avec nos mœurs. Pire, cette professionnelle du métier, le plus vieux du monde va jusqu'à demander à ses lecteurs de s'abonner à ses contacts par une opération Orange-money pour avoir la vidéo complète. Au fait, ce qui est accablant, c'est quand on voit tomber dans son téléphone via WhatsApp, ces genres d'images qu'on n'a pas demandés. Cela devient vraiment dérangeant.

«Tous les jours, elle met toutes sortes de photos de ses parties censées être cachées sur son statut. Manière pour elle de maintenir ses clients et d'en attirer d'autres», nous a confié une de ses connaissances. Ressortissante d'un pays voisin, selon nos informations, cette jeune fille de teint clair avec une forme mirobolante tend à conquérir une nombreuse clientèle sur la toile, mais en même temps, nos jeunes garçons peuvent être des proies étant donné qu'ils ont tous des téléphones portables.

Attention ! Aux parents d'être vigilants. «Envoie-moi ton numéro ; où habites-tu », pouvait-on lire dans les commentaires d'une de ses publications faites récemment.

Le Fouineur

Dégradation de l'environnement / L'air de Bamako pollué

À l'instar des autres pays, le Mali a célébré, le 5 juin dernier, la Journée mondiale de l'environnement. C'est dans le cadre du Programme des Nations Unies pour la protection de l'Environnement. La commémoration de cette journée est une occasion de promouvoir des plans d'action concrets pour éclairer l'opinion publique et sensibiliser tous les Habitants de la terre, les entrepreneurs et les collectivités locales sur leurs responsabilités et devoirs dans la protection et l'amélioration de leur cadre naturel de vie. Depuis son institutionnalisation en 1974, cette journée est devenue un programme mondial de sensibilisation des Hommes sur terre, universellement célébrée.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la pollution de l'atmosphère est source de toutes les contaminations et détérioration de notre air naturel. Cela, à travers des actions chimiques, physiques ou biologiques qui altèrent les caractéristiques naturelles de l'atmosphère.

Par ailleurs, les appareils utilisés pour la combustion au sein des foyers, les véhicules automobiles, les établissements industriels et les feux de brousse sont à l'origine de la majeure partie des pollutions atmosphériques. Les polluants les plus nocifs pour la santé des Hommes, des animaux et de la nature sont notamment les matières particulaires, le monoxyde de carbone, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre.

Selon ONU-Environnement, 92% des Habitants de la terre ne respirent plus de l'air pur. Tous les ans, près de 7 millions de personnes meurent prématurément à travers le monde des suites de ces pollutions atmosphériques. La pollution de l'air se chiffre à



Capture d'un dépôt de transit de la place

plus de 5000 milliards de dollars US par an en coûts sociaux. Les méfaits de la dégradation de la couche d'ozone au niveau du sol ne cessent de porter gra-

vement atteinte aux rendements des cultures de base de 26% d'ici à 2030.

De nos jours, la ville de Bamako abrite à elle seule plus de la

moitié des unités industrielles en activité dans notre pays. Une réalité qui participe dangereusement à la pollution de l'air que nous respirons. Environ 40% de ces unités industrielles émettent trop de fumées, de gaz toxiques et de poussières. Il y a également de l'état défectueux de notre parc automobile qui est une des principales sources de la pollution de l'air. Ce qui constitue de nos jours une véritable menace pour la santé publique. «C'est un tueur invisible qui peut toucher chacun d'entre nous, lors d'un simple trajet à pied pour rentrer chez soi, pour effectuer une course, ou même à l'intérieur des habitations», dira le Ministre de l'Environnement.

Donc, le thème de la présente journée «la pollution de l'air» doit continuer à interpeller quotidiennement la conscience collective et les autorités compétentes, les capitaines industriels. En fait, chacun de nous doit revoir ses comportements à l'égard de l'environnement. Il sera surtout de conjuguer les efforts pour se développer autrement, de façon durable. Ce, tout en utilisant les énergies renouvelables et les technologies vertes afin d'améliorer la qualité de l'air, condition sine qua non de notre existence dans nos villes et campagnes.

La Quinzaine de l'environnement dont la 20^e édition a été lancée,

le 10 juin dernier, par le Président IBK, va-t-elle permettre au Grand Public de participer à la réduction de la pollution de l'air ? En tout cas, il est un devoir de tous et de chacun de revoir les modes de production et de consommation durables en cours d'utilisation. Cela, tant à Bamako qu'à l'intérieur du pays.

Bref, la lutte contre la pollution atmosphérique est un combat déclenché à l'échelle mondiale que notre Génération est condamnée à remporter.

Dans cette perspective, le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, Housseini Amion Guindo, a centré son message livré, à la veille du 5 juin dernier, sur la pollution atmosphérique qui rend aujourd'hui l'air irrespirable à travers la ville de Bamako. Vu la gravité du problème, il n'a pas mâché ses mots à l'adresse des pollueurs et destructeurs du cadre de vie de notre capitale. Selon lui, près des 40% des unités industrielles de la place émettent de trop de fumées sur la ville de Bamako et ses environs. Il n'y est pas allé avec le dos de cuir. Et il s'offusque face au fait que la seule ville de Bamako abrite plus de la moitié des unités industrielles implantées dans notre pays.

Habib Diallo

Année scolaire sauvée de justesse Les examens sans cours dispensés

Certainement, le spectre d'année blanche a pu être évité sans que le but initial ne soit atteint, c'est-à-dire le non-épuisement des programmes de l'année scolaire même à un taux approximatif des 10% des cours. Ce qui présage une baisse inévitable du niveau de l'école malienne. Cela, au grand dam des parents d'élèves de l'école publique par rapport à ceux du secteur privé. Ce qui devrait heurter la conscience du Chef du Département de l'Éducation Nationale, Dr Témore Tioulenta, en tant que Pédagogue de carrière. Mais, étant un acteur de haut niveau du parti sur l'échiquier politique national, il peut se targuer d'avoir résolu la crise dans laquelle les syndicalistes ont plongé l'école malienne en écartant de justesse l'année blanche.

Décidément, le Ministre Tioulenta doit se féliciter d'avoir pu convaincre les grévistes de lever leur mot d'ordre de leurs grèves jadis perçues comme interminables. D'autant plus qu'il a réussi à faire organiser les compositions dans toutes les classes intermédiaires du primaire et du secondaire puis fixer dans la foulée les dates

des examens de fin d'année pour les élèves des casses de Baccalauréat et d'examens de passage et professionnels. Pour lui, c'est un motif de soulagement. Chez les promoteurs d'écoles privées aussi tel est un exploit à son actif. Pour ces derniers, ça peut être légitime de s'en féliciter puisqu'eux, dans l'ensemble, ont pu épuiser les programmes, car dans leurs établissements il y a eu moins des scènes de perturbations.

«La nomination du Dr Témore Tioulenta est saluée par les acteurs de l'école malienne. Tous se réjouissent de sa venue pour avoir mis fin aux grèves intempestives des enseignants et fixé les dates des examens de fin d'année», confie un cadre du Département de tutelle contacté au téléphone.

En effet, concernant les examens de fin d'année scolaire en cours, pour le DEF, il prévu pour la semaine du 1er au 26 juillet 2019 pour les épreuves anticipées. Pour les épreuves écrites, c'est du 29 au 31 juillet prochains. Pour le Baccalauréat, les épreuves du Bac Technique se dérouleront du 29 au 31 juillet et les épreuves du Bac ordinaire du 5 au 8 août 2019. À propos des autres examens des CAP, BT et IFM, c'est en début septembre prochain sur toute l'étendue du territoire national.

Dès la diffusion, courant semaine dernière, du communiqué portant ces dates respectives, les Promoteurs d'écoles privées ont montré leurs satisfactions. Cet enthousiasme émane du fait que le spectre de l'année blanche n'est désormais qu'un triste souvenir. Eux qui ont pu épuiser leurs programmes ont, de ce fait, leurs droits de voir la tenue des présents examens. Mais, le souci, c'est que nos enfants inscrits dans les écoles privées sont minoritaires par rapport à ceux du Public. «Désormais, le Mali a un Ministre de l'Éducation Nationale. Il a été à la hauteur de pouvoir mesurer la limite des dégâts. Le sommeil dans lequel ce Département était plongé semble trouver un début de solution définitive», s'est montré impressionné notre interlocuteur.

Le Ministre Tioulenta se serait montré comme l'Homme de la situation. Mais, seulement, il est à déplorer que le niveau de la majorité écrasante des enfants en pâti à coup sûr. Surtout est-il qu'il maîtrise bien le système éducatif malien. Pour la petite histoire, rappelons que l'Homme a été Directeur d'Académie Régionale, Directeur de la Pédagogie Nationale puis Ministre de l'Éducation Nationale.

Habib Diallo

Droit de Savoir

PASSPORT : PROCEDURE ET LIEUX DE DELIVRANCE

L'utilisateur se présente au dépôt de la direction de la Police des Frontières et remplit le formulaire de demande de passeport disponible sur place.

Les données sont enregistrées dans un fichier informatique et transmises au bureau du chef de la division « Visa » qui autorise le versement des frais à la régie.

Le document est confié à l'Imagerie où on appose la photo scannée, puis au contrôle des données et à leur impression sur le spécimen du passeport et enfin au laminage où l'on appose les éléments de sécurité du passeport invisible à l'œil nu.

Le passeport est transmis à l'adressage où l'on appose le cachet du directeur ou de son adjoint et au directeur qui après signature transmet le document à la section "assurance de qualité" chargée de vérifier la sécurité et la qualité du document.

DOCUMENTS A FOURNIR :
• Carte nationale d'Identité en cours de validité, ou la copie de l'extrait d'acte de naissance (volet III) ou encore l'an-

cienn passeport.

• 2 photos d'identité en couleurs.

• Pour les enfants mineurs : 2 photos d'identité en couleurs, l'autorisation parentale légalisée et la photocopie du passeport ou de la CI du Tuteur.

• Pour les opérateurs économiques: la photocopie de la patente ou de la vignette synthétique.

COÛT LEGAL :

50.000 francs CFCA

DELAI D'OBTENTION :

21 jours mais souvent délivré dans un délai de 24 à 72 heures.

REFERENCES :

Décret n°07081/PRM du 09 Mars 2007 fixant les prix du carnet de Passeport et des timbres y afférents.)

Arrêté interministériel n°02/1302/MS PCMEF MAEMEMJ du 07 juin 2002 Déterminant les conditions de délivrance du Passeport National.

SERVICES A CONTACTER :
Direction de la Police des Frontières : 20 23 10 10

Ministère de la Sécurité et de la Protection civile
Adresse : ACI 2000

L'honneur de l'Armée au cœur du débat Vraie coupable ou bouc émissaire idéal ?



IBK dans un camp militaire

Certes, le devoir de toute Armée dont la nôtre, les FAMA, est d'assurer la défense nationale et de garantir l'intégrité du territoire du pays. De cette obligation régaliennne, la nôtre s'est toujours admirablement acquittée sur tous les théâtres l'opération où elle a été appelée, à l'intérieur de nos frontières comme à l'exté-rieur.

L'Armée malienne a toujours été patriotique et elle n'a jamais déçu. Ses nombreux Officiers, Sous-officiers, Caporaux et Hommes des rangs tombés aux champs d'honneur, depuis près de 60 ans, sont les témoignages éternels de son une preuve d'engagement à servir la chère patrie. Mais pourquoi est-elle aujourd'hui sur la sellette, critiquée sévèrement comme si elle ne faisait que faillir face à l'engrenage des violences meurtrières sans visages qui ne cessent d'endeuilleur notre pays? Son incapacité actuelle à prévenir les attaques et à se porter devant pour les empêcher? Son immobilisme exploité par les ennemis sans noms? Les questions fusent de partout, et sont retournées dans tous les sens. Il faut en parler honnêtement. Dans une vidéo réalisée à partir d'une interview qu'il donna à un média étranger, le Général Moussa Traoré, militaire bon teint qui fut Président de la République du Mali pendant 23 ans, mentionna avec émerveillement la question étonnée de certains Français avertis : «Mais qu'est devenue la Grande Armée malienne?» L'étonnement traduit bien le désarroi, une réelle décadence constatée d'une Armée malienne qui a perdu de sa superbe à partir de 2012, l'année où des milliers de renégats refluant de la Libye sont venus massivement occuper des pans entiers de notre territoire national avec

des armes si sophistiquées que les FAMA ne pouvaient rêver en posséder. L'asymétrie des armes conjuguée à l'inconscience des Dirigeants maliens de l'époque et aux complots ourdis par la France a, d'une certaine manière, réduit substantiellement les capacités opérationnelles de l'Armée malienne pourtant aguerrie depuis des dizaines d'années. Cette tendance malheureuse ira crescendo à partir de 2013, année où Ibrahim Boubacar Kéïta s'empare de la plus haute fonction de l'État après, il faut le rappeler, bien d'aller-retour chez l'Oncle Hollande dont les Armées finiront par imposer une partition de fait au Mali, en chassant de Kidal les djihadistes d'Ançardine pour installer à leur place le MNLA, la milice d'une minorité sociale. Depuis, on s'en accommode, tant bien que mal. Ce ne sont que des patriotes maliens et quelques voix de fortes personnalités étrangères qui dénoncent cette réalité. IBK et ses Gouvernements successifs ont toujours tenté de faire avaler aux Maliens le bien-fondé des opérations Barkhane et autres qui, en réalité, contribuent au démembrement de notre État, à son affaiblissement et à son affaissement programmé. Poussant le parjure avec un cynisme calculé, IBK tente même, malicieusement, de couvrir l'Armée malienne de tous les péchés d'Israël, en criant sur son manque supposé de vigilance : «Je ne tolérerai plus que notre Armée se fasse surprendre...» S'adressant à tel jeune Officier sur un théâtre de massacres, il lui dit, sans gêne : «Si ça se répète, je vais te relever...» La stratégie de faire de nos Soldats des boucs émissaires est désormais évidente chez un IBK dépassé par les réalités et qui n'a plus comme réactions que des récriminations dont il a le secret. Le pauvre Gouverneur de Mopti en a récemment fait les frais. Dans ce drame d'État qui semble

avoir allègrement déroulé son rouleau compresseur auquel rien ne semble plus pouvoir résister, l'honneur de notre vaillante Armée nationale est de toutes les façons fortement mis en cause. IBK fait croire qu'il l'a si suffisamment équipée pour accomplir

sa mission sacrée de défense du territoire national et des Maliens qu'elle n'a plus droit à aucune erreur. Dans la foulée, d'énormes ressources ont été annoncées comme programmées par les Pouvoirs publics afin de satisfaire les besoins de l'Armée! Mais

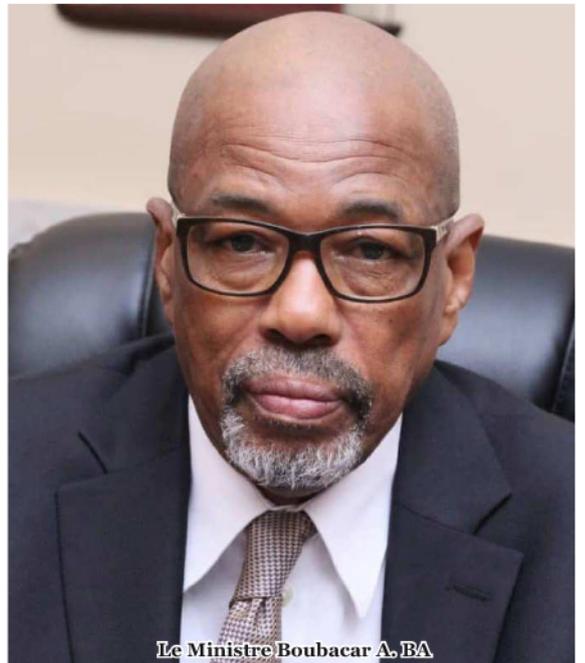
sont-elles réelles ou fictives? Si elles sont réelles, sont-elles utilisées avec efficacité? Où est-il vrai, comme il se murmure, que certains Hauts Gradés de notre hiérarchie militaire ont pactisé avec le diable? Parjure et comble d'une gravité exceptionnelle. Plutôt que de continuer à assister inconsciemment au jet d'opprobre sur l'Armée, réfléchissons saine-ment. Dans les casernes, des Conseils militaires doivent être organisés. Officiers, Sous-officiers, Caporaux et Hommes de rangs doivent pouvoir se regarder en face pour déterminer ce qui n'a pas marché. Un précédent heureux en la matière a eu lieu après la guerre Mali-Burkina Faso des années 80; des Responsabilités avaient alors pu être situées, assorties des sanctions militaires. En somme, il est temps de donner la parole à la Grande muette.

Ahmad Ould Bilé

Insécurité au Centre SYNAC et SYLTMAT appellent les Représentants de l'État à plier bagage

L'appel a été lancé, hier lundi 17 juin, au sortir d'une réunion conjointe des Comités exécutifs nationaux du Syndicat Autonome des Administrateurs civils (SYNAC) et du Syndicat libre des travailleurs du Ministère de l'Administration Territoriale (SYLTMAT) sur la situation sécuritaire des Représentants de l'État dans la Venise malienne devenue l'épicentre d'une insécurité sans précédent.

L'échec patent du plan de sécurisation des Régions du Centre des Gouvernements successifs de l'actuel locataire de Koulouba, Ibrahim Boubacar Kéïta, dont celui du pseudo-stratège en carence de stratégies, Soumeylou Boubèye Maïga, tend à enfoncer le clou dans la plaie que prétend guérir l'équipe dite de mission du Technocrate Boubou Cissé. En effet, désormais, ce ne sont plus les populations seules qui abandonnent leurs localités, les Administrateurs civils aussi rentrent dans la danse. C'est du moins ce qu'on peut constater, à travers le Communiqué n°001/CEN-SYNACT-SYLTMAT, parvenu, hier lundi, à notre Rédaction sous la signature des Présidents des deux organisations syndicales dont M. Traoré



Le Ministre Boubacar A. BA

rejoindre la capitale régionale de Mopti ou les localités sécurisées les plus proches en attendant le désarmement des milices privées et «la mise en place d'un dispositif adéquat de protection». Affaire à suivre!

Seydou Konaté

Victime d'un malaise au tribunal, l'ex-président égyptien Mohamed Morsi est mort

Celui qui a été le premier président librement élu de l'histoire de l'Égypte, en 2012, était en prison depuis six ans.

L'ancien président égyptien Mohamed Morsi est mort après avoir été victime d'un malaise pendant une comparution au tribunal, rapporte lundi 17 juin la télévision d'Etat. Selon des sources sécuritaire et judiciaire, M. Morsi, en détention depuis 2013, a parlé devant le tribunal avant de s'effondrer. Il a été emmené à l'hôpital, où il est mort, à l'âge de 67 ans.

Issu du mouvement islamiste des Frères musulmans, Mohamed Morsi était devenu, en 2012, le premier président librement élu de l'histoire de l'Égypte, un an après la chute de son prédécesseur Hosni Mubarak. Procès de masse

Un an plus tard, il avait lui-même été renversé par l'ex-chef de l'armée, Abdel Fattah Al-Sissi, devenu président et qui dirige aujourd'hui le pays d'une main de fer. A la suite de la destitution de Mohamed Morsi, policiers et soldats ont tué plus



de 1 400 manifestants pro-Morsi, et plus de 15 000 Frères musulmans ou sympathisants ont été emprisonnés. Des centaines de ses partisans ont été condamnés à mort dans des procès de masse parfois expédiés en quelques minutes.

Mohamed Morsi purgeait plusieurs peines de prison, dont une de vingt ans pour avoir ordonné le meurtre de manifestants en 2012 et une à la perpétuité pour espionnage au profit du Qatar, avec lequel il aurait partagé des documents confidentiels.

Il comparait lundi dans une

autre affaire d'espionnage en raison de contacts jugés suspects avec le Hamas palestinien. Le Qatar héberge le guide spirituel des Frères musulmans et le Hamas est une émanation de la confrérie.

Le chef d'Etat turc Recep Tayyip Erdogan, qui était l'un des principaux soutiens de M. Morsi, a rendu hommage lundi à celui qu'il considère comme un « martyr » : « Que Dieu accorde à notre martyr, notre frère Morsi, sa miséricorde », a-t-il déclaré.

Le MONDE AFRIQUE

Niger: retour au calme à Maradi après l'incendie d'une église samedi soir



Une église a été incendiée samedi soir à Maradi par des manifestants qui protestaient contre l'arrestation d'un chef religieux musulman. Ce dernier avait qualifié vendredi « d'anti-islam » un projet de loi du gouvernement sur l'organisation de l'exercice du culte dans le pays.

Après les violentes manifestations de samedi soir, le calme est de retour à Maradi. L'influent chef religieux cheikh Rayadoune a pu regagner son domicile après avoir passé plusieurs heures en garde à vue.

Après sa libération, il a appelé ses fidèles au calme dans un message audio enregistré dans les locaux du commissariat de police et diffusé sur les réseaux sociaux. L'imam de la mosquée a avoué avoir été induit en erreur dans l'interprétation du projet de loi sur le culte au Niger et promis de corriger cette erreur dans son sermon de vendredi prochain, jour de la grande prière.

Avec le gouverneur de la région de Maradi, il s'est présenté dans les locaux de l'église saccagée et brûlée par les manifestants pour présenter, rapporte-t-on, ses excuses publiques aux chrétiens.

Cette mauvaise interprétation du projet de loi a eu pour conséquence des dégâts importants et la résurgence de l'intolérance religieuse. Les manifestants s'en sont pris à des lieux de culte chrétiens. L'église des Assemblées de Dieu a été totalement brûlée dans le quartier Zaria. Dans un autre secteur, c'est l'église Vie abondante qui a connu un début de saccage.

Au total, 178 manifestants ont été interpellés. Ils répondront de leurs actes, assure une source proche du gouvernorat de Maradi. La police de son côté tente de savoir qui a pu manipuler les religieux et dans quel but.

Un projet de loi pour encadrer les cultes
Le projet de loi qui a mis le feu aux poudres est un document de six pages qui a pour objet de doter le Niger d'un cadre juridique relatif à la pratique du culte. Plusieurs

séances de travail et consultations de haut niveau avec d'éminents oulémas et spécialistes des questions religieuses ont précédé sa rédaction. Il doit être discuté ce lundi au Parlement en vue de son adoption. Dans le projet présenté et adopté en Conseil des ministres en avril, il est écrit : « C'est pour prévenir les risques de dérives constatées dans d'autres pays qu'il s'avère impérieux que l'État se donne les moyens d'un plus grand contrôle des pratiques qui ont cours dans la sphère religieuse. » « Si l'on ne prend garde, ajoute le document, le faible encadrement de l'État du fait religieux peut être source d'instabilité et d'insécurité dans un environnement sous-régional marqué par l'apparition d'organisations terroristes. »

Un peu plus loin dans le document soumis aux députés, on peut lire que « l'État veille à l'exercice du culte, à la coexistence pacifique des religions, ainsi qu'à la promotion du dialogue au sein et entre les religions ». Enfin, que « l'État fixe les conditions de création et de gestion des établissements d'éducation, de formation et d'animation des activités confessionnelles dans chaque religion ».

En termes clairs, selon les experts, pour construire un lieu de culte, une demande d'autorisation et une déclaration des sources de financement sont obligatoires. Nulle part dans le document, il n'est question de mariage homosexuel, objet de la manipulation qui a conduit à l'interpellation du chef religieux

RFI

Brèves

Soudan : les réseaux sociaux se parent de bleu en soutien aux manifestants réprimés par l'armée

De nombreux internautes ont remplacé leur photo de profil sur les réseaux sociaux par une pastille bleue, en référence à la couleur préférée d'un manifestant mort début juin lors d'un sit-in réprimé par l'armée.

La couleur bleue est utilisée sur les réseaux sociaux pour apporter un message de soutien aux manifestants soudanais réprimés depuis le 3 juin. (FRANCEINFO)

franceinfo avec AFPFrance Télévisions

Mis à jour le 15/06/2019 | 11:24

publié le 15/06/2019 | 11:08

PartagerTwitterPartagerEnvoyer

LA NEWSLETTER ACTUNous la préparons pour vous chaque matin

Une couleur pour changer les choses. Sous le hashtag #BlueForSudan (le bleu pour le Soudan), des militants et des influenceurs ont lancé sur les réseaux sociaux une campagne devenue virale de soutien aux manifestants soudanais, sur fond de couleur bleue. De Twitter à Instagram, de nombreux utilisateurs ont remplacé leur photo de profil par une pastille bleue.

Basket : la NBA lorgne sur l'Afrique

Pour la première fois de l'histoire de la NBA, Toronto, une équipe canadienne, s'est imposée. Le Camerounais Pascal Siakam a pris part à cette victoire historique. D'autres basketteurs africains rêvent de lui ressembler et veulent intégrer la prestigieuse ligue nord-américaine.

Un parquet flambant neuf et des entraînements intensifs pour des athlètes qui ressemblent à des basketteurs professionnels. On pourrait se croire aux États-Unis, mais on est à 6 500 kilomètres, au Sénégal, dans la toute nouvelle académie de la ligue américaine de basket, la fameuse NBA. C'est le tout premier centre de formation installé sur le continent africain. La NBA Academy Africa organise des entraînements à l'américaine dans ses deux salles climatisées.

Développer des infrastructures sportives en Afrique
«Le but de l'académie est de donner à des enfants une chance de grandir et de se développer dans ce sport, d'atteindre le maximum de leurs capacités», explique Roland Houston, le directeur technique de la NBA Academy. Les 19 athlètes sélectionnés ont entre 14 et 20 ans. Ils ont été sélectionnés dans huit pays différents. Les élèves sont entièrement pris en charge. Pour tous les jeunes de l'académie, le rêve est aujourd'hui à portée de main.

Algérie : aucune candidature n'aurait été déposée pour la présidentielle

Selon la radio nationale, le Conseil constitutionnel n'a reçu aucune candidature pour la présidentielle du 4 juillet, alors que la date limite était samedi à minuit.

Qui succédera à Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Algérie ? Après la démission du président algérien le 2 avril, la réponse à cette question est plus que jamais incertaine. Selon la radio nationale, «aucune candidature» à la présidentielle prévue le 4 juillet n'a été déposée au Conseil Constitutionnel, a-t-elle affirmé ce dimanche. La date limite de dépôt des candidatures a officiellement expiré samedi à minuit.

Sans candidat, un report du scrutin est envisageable. La radio nationale a indiqué que le Conseil constitutionnel doit «statuer» sur «cette situation inédite» lors d'une «réunion» dans la journée.

INSOLITE

Alexia Daval : son mari avoue l'avoir étranglée durant 4 minutes et avoir brûlé son corps



La reconstitution du meurtre d'Alexia Daval a été effectuée ce lundi à Gray, en Haute-Saône.

Jonathann Daval, le mari de la victime, a admis avoir lui-même brûlé le corps de sa femme Alexia, après l'avoir battue et étranglée pendant quatre minutes.

«Face à la demande pressante de ses beaux-parents, qui l'ont imploré de dire toute la vérité, il a finalement admis qu'il avait non seulement donné la mort mais également procédé à la crémation partielle du corps» a déclaré le procureur de la république.

«Nous voulions la vérité, nous l'avons eue. C'était très long, mais nous y sommes parvenus. C'est tout ce qui compte. Pour la mémoire d'Alexia. Elle va peut-être reposer en paix, maintenant» a confié la maman d'Alexia.

La question est maintenant de déterminer s'il s'agit d'un homicide volontaire ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner a expliqué le procureur de la République.

Santé

Impuissance sexuelle



Quelles sont les causes de l'impuissance ?

De nombreuses causes peuvent être à l'origine de ce problème, mais la cause psychologique est de loin la plus fréquente.

- causes psychologiques : c'est la cause la plus fréquente. Les raisons peuvent être : anxiété, stress, peur de l'échec, conflit conjugal, disparition du désir pour usure du couple.

- causes toxiques et métaboliques : l'alcool, les drogues sont des facteurs de réduction de la sensibilité, de la conscience le tabac, le diabète ont des effets négatifs sur l'action vasculaire.

Quels sont les traitements de l'impuissance ?

Actions préventives : éviter l'alcool, les drogues et le tabac
Actions curatives :

- en cas de problèmes psychologiques, il est recommandé d'envisager une psychothérapie

- l'injection intra caverneuse : ce traitement est préconisé dans le cas d'une impuissance associée à une cause physique. Il consiste en l'injection dans la verge d'un produit dilatant les vaisseaux, 5 à 10 minutes avant l'érection souhaitée.

- la pose d'une prothèse pénienne : en derniers recours, cette intervention chirurgicale consiste en l'implantation d'une prothèse. Attention, cette intervention est définitive.

FAITS DIVERS

Il viole et tue sa fille de 8 mois avant de jeter son corps près d'un cimetière



Les faits se sont déroulés ce week-end à Tioga, dans l'état de New-York (Etats-Unis). Un homme, âgé de 25 ans, a violé sa fille, âgée de 8 mois, et l'a tuée avant de cacher son corps près d'un cimetière. Tout a commencé ce dimanche lorsque les policiers se sont rendus à l'hôtel où résident Cody Franciscovich et son bébé, suite à un problème de versement de pension alimentaire due à la mère. Arrivées sur les lieux, les forces de l'ordre ont appris que le père avait quitté l'hôtel depuis une heure. Quelques instants plus tard, une patrouille de police a retrouvé le père de famille qui errait nu sur une route à proximité du motel. Ce dernier a guidé les enquêteurs jusqu'à l'endroit où se trouvait le corps sans vie de son bébé. La victime a été transportée à l'hôpital où son décès a été constaté. Selon les premières constatations, la petite Rudy a été violée avant d'être tuée. Le suspect a été placé en détention provisoire sans demande de caution. Un hommage à la victime a été rendu lundi devant le cimetière où la macabre découverte a été faite

Cuisine

Recette :Salade de pommes de terre primeurs, crabe, pomelo, carotte et persil
Liste des préparations

•500 g de pommes de terre primeurs
•1 pomelo,120 g de chair de crabe,2 carottes,1 oignon nouveau, 1 poignée de jeunes pousses,Quelques brins de persil

préparations

pour la recette Salade de pommes de terre primeurs, crabe, pomelo, carotte et persil :

- Epluchez et lavez les pommes de terre primeurs. Faites-les cuire dans une casserole d'eau salée pendant 15 à 20 minutes en vérifiant la cuisson avec la pointe d'un couteau.
- Laissez-les refroidir puis coupez-les en dés.
- Egouttez la chair de crabe.
- Epluchez et lavez les carottes. Râpez-les.
- Rincez les jeunes pousses.
- Pelez le pomelo, prélevez les suprêmes et conservez le jus.
- Epluchez et ciselez finement l'oignon nouveau.
- Dans un saladier, déposez les dés de pommes de terre, les carottes râpées, le pomelo et la cebette ciselée. Mélangez.
- Ajoutez la chair de crabe, les jeunes pousses et mélangez.
- Ajoutez quelques feuilles de persil plat. Servez bien frais avec un filet d'huile d'olive et le jus du pomelo.

Bon appétit !



Bon appétit !

HOROSCOPE



Du 21 Mars Au 21 Avril

Bélier
une bonne entente amoureuse régnera tout au long de cette période. Avec le Soleil et Mercure en charge de votre secteur santé, vous devriez vous sentir en pleine forme. Pourtant, cela ne sera pas tout à fait vrai pour certains d'entre vous.



Du 21 Avril au 21 mai

Taureau
vous vous sentirez de plus en plus proche et solidaire de votre être aimé. Aiguillonné par Mars, vous foncez tous azimuts, et vous aurez tendance à gaspiller votre énergie. Si vous voulez atteindre vos objectifs professionnels, veillez à les préciser très clairement.



Du 21 mai au 21 juin

Gémeaux
des changements dans votre vie amoureuse se profilent à l'horizon. L'influence de Jupiter en cet aspect s'exercera sur le plan matériel. Évitez les dépenses inconsidérées. Sur le plan professionnel, vous passerez une période constructive.



Du 21 juin au 23 juillet

Cancer
il y aura des choix fondamentaux à faire dans votre vie amoureuse. Grâce à l'appui de Jupiter bien aspecté, serez bien inspiré sur le plan financier. Sur le plan professionnel, ceux qui emploient du personnel devront exercer un contrôle sérieux



Du 23 juillet au 23 août

Lion
les puissants aspects de la Lune favoriseront les amours passionnées. Une épreuve de force pourrait se produire dans votre vie professionnelle. Vous devrez faire face à l'hostilité ouverte de certains collègues. La chance vous sourira cette semaine !



Du 23 août au 23 sept.

Vierge
vous supporterez plus mal que jamais le train-train quotidien de votre vie amoureuse. Jupiter en aspect bénéfique veillera à ce que vos projets et vos démarches rencontrent cette semaine l'approbation et le succès. Avec Mars et Jupiter influençant vos secteurs santé,



Du 23 sept au 23 oct.

Balance
D'après l'horoscope de la semaine pour Balance, vous aurez de nombreuses occasions d'améliorer votre situation matérielle. Pourtant, vos rapports avec votre entourage professionnel manqueront de cordialité. Grâce aux influx revigorants de Mercure.



Du 23 oct. au 22 nov.

Scorpion
vous signale que plusieurs astres formeront des dissonances dans votre thème natal et vous perturberont assez sérieusement sur le plan amour. Sur le plan professionnel, n'hésitez pas à présenter et à défendre vos projets les plus originaux.



Du 22 nov. au 21 dec.

Sagittaire
Avec Vénus en cet aspect, vous mènerez vos affaires de cœur tambour battant. Par contre, l'horoscope de la semaine pour Sagittaire vous conseille de faire attention aux transactions financières hasardeuses ! Vous pourriez en souffrir. Cette semaine s'annonce prometteuse sur le plan chance,



Du 21 dec. au 20 jan.

Capricorne
Capricorne vous conseille de profiter de cette période bénie pour éclaircir une situation amoureuse très embrouillée. Vous devez prendre le taureau par les cornes et vous attaquez rapidement à un problème financier qui commence à devenir sérieux.



Du 20 jan. au 19 fevrier

Verseau
D'après l'horoscope de la semaine pour Verseau, cette semaine sera marquée par la stabilité sentimentale. Prestige et standing, voilà des mots qui résonneront bien à vos oreilles. Vous y attacherez beaucoup d'importance, aux dépens de votre budget.



Du 19 fevrier au 21 Mars

Poissons
Plus que jamais, vous rejetterez la médiocrité et la banalité. Vous rechercherez la qualité dans vos relations affectives. L'horoscope de la semaine pour Poissons vous annonce que les influences planétaires de cette semaine favoriseront les transactions financières importantes.

WWW.lecombat.fr

Real Madrid - Eden Hazard : « Benzema est le meilleur attaquant central du monde »



C'est à coup sûr l'une des plus grosses signatures de l'été. Jeudi, le Belge Eden Hazard a été présenté en grande pompe devant des milliers de suppor-

ters venus l'acclamer au stade Santiago Bernabeu (environ 50.000), officialisant son arrivée à la Maison Blanche après des années de bons et loyaux services du côté des Blues de Chelsea.

Enfin transféré à Madrid, après plusieurs années de rumeurs l'envoyant chez les pensionnaires de Liga, celui qui figure parmi les meilleurs joueurs de la planète est la recrue phare du club entraîné par Zinédine Zidane. Un rêve enfin réalisé pour l'ancien joueur du LOSC.

« Je veux vraiment gagner des titres au Real Madrid. C'est mon rêve depuis que je suis petit. Je veux profiter de ce moment. Merci à tous », avait ainsi indiqué l'international belge, en Français, lors de sa présentation officielle. Vraisemblablement le début d'une belle histoire.

« Pour moi, c'est le meilleur attaquant central du monde »

Pour sa première face aux (très nombreux) médias espagnols venus pour l'occasion, Eden Hazard en a aussi profité pour évoquer sa future entente avec le Français Karim Benzema, au club depuis 2009 et qu'il a connu en Ligue 1 durant le temps où ce dernier évoluait encore à l'Olympique Lyonnais. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le Belge ne tarit pas d'éloges au sujet du numéro 9 du Real.

Karim Benzema Real Madrid 2018-19 « Pour moi, c'est le meilleur attaquant central du monde. Je crois que je vais devenir un meilleur footballeur en m'entraînant avec lui. J'imagine que jouer avec Benzema va élever mon niveau de jeu », a en effet confié Eden Hazard. Il est vrai qu'à première vue, la relation technique entre les deux hommes promet. Désormais, il ne reste plus qu'à le prouver sur les terrains. Mais avant cela, l'heure est encore aux vacances pour les deux joueurs concernés.

Real Madrid : Pogba intransférable cet été ?

Après une saison très contrastée à Manchester United, d'abord ternie par ses relations fraîches avec José Mourinho et des pépins physiques, puis abrégée par une dernière ligne droite décevante en Premier League après l'élimination en quarts de finale de Ligue des champions, Paul Pogba voit sa carrière en club stagner. Et il n'a pas caché publiquement son intérêt pour le Real Madrid.

Un intérêt réciproque puisque Zinédine Zidane en personne a été encore plus explicite. « J'aime beaucoup ce joueur et ça n'est pas nouveau, avait reconnu Zidane. Je le connais personnellement, donc je peux en parler naturellement. C'est un footballeur différent des autres, de ceux qui apportent sur un terrain ce que peu de joueurs sont capables d'apporter. Il y a des milieux de terrain qui savent défendre, d'autres qui savent attaquer, des attaquants qui savent défendre... Eh bien lui sait tout faire », avait lâché le technicien peu après son retour. Les mots raisonnent encore.

Comme indiqué par L'Equipe, nous sommes en mesure de confirmer que Paul Pogba est la priorité absolue de Zidane dans ce secteur du terrain. L'entraîneur du Real apprécie autant son profil technique que sa personnalité et son expérience du très haut niveau. D'autres noms ont été scrutés par la direction madrilène, comme l'international danois Christian Eriksen, mais ce dernier n'a pas les faveurs de Zidane.

Reste que Paul Pogba, dont l'agent est le fantasme Mino Raiola, représente une opération complexe. Le quotidien français indiquait ainsi que la question de son salaire posait problème pour le moment, mais un autre



point pourrait être encore plus déterminant pour faire échouer ce dossier : la position de Manchester United. Selon les informations de Marca, le club britannique ne souhaite pas entendre parler d'un départ cet été de l'international français. Une position qui serait inflexible, et que le club britannique aurait déjà communiquée à Mino Raiola.

FC Barcelone - Pour Luis Suarez, les critiques affectent Lionel Messi



« Les jours d'après ont été les pires moments de ma vie et de ma carrière avec la Coupe du monde 2014. Je voulais disparaître de ce monde, des réseaux

sociaux... Je ne voulais plus emmener mes enfants à l'école, ils me voyaient triste. Je ne voulais plus rien faire, je ne riais plus... Cela a été des moments difficiles », a raconté l'Uruguayen à Fox Sports, ce samedi, au sujet de l'élimination douloureuse en demi-finale de Ligue des Champions contre Liverpool.

Néanmoins, l'ancien joueur des Reds ne s'est pas contenté d'évoquer cette désillusion au cours de cet entretien. Parmi les sujets évoqués, celui menant à son partenaire en la personne de Lionel Messi. Ainsi, Luis Suarez s'est chargé de rétablir quelques vérités au sujet de la Pulga.

« Evidemment, cela le blesse en tant

qu'être humain »

Tout d'abord, l'international uruguayen a précisé que le capitaine Blaugrana n'avait jamais tenté d'imposer son opinion au sujet d'un joueur. « Je vois qu'ils disent que Messi ne veut pas ceci ou cela, mais il ne dit rien », a d'abord déclaré l'attaquant Luis Suarez, autre cadre du vestiaire du Barça. Lionel Messi, Luis Suarez, Barcelona « Ni à propos d'un entraîneur, ni à propos d'un joueur, rien. En équipe nationale, je pense que c'est la même chose, car ils lui ont demandé des choses et il a dit : « Non, ne me demandez rien » (...) Nous parlons de tout cela et, évidemment, cela le blesse en tant qu'être humain », a ensuite ajouté Suarez, volant à la rescousse du quintuple Ballon d'Or, qui pour sa part ne s'est jamais exprimé publiquement sur ces problématiques là.

Brèves

Liste des 23 Maliens sélectionnés

Gardiens

Djigui Diarra (Stade malien de Bamako), Ibrahima Mounkoro (Tout Puissant Mazembé/RDC), Adama Keïta (Djoliba).

Défenseurs

Molla Wagué (Nottingham Forest/ENG), Hamari Traoré (Rennes/FRA), Falaye Sacko (Guimaraes/POR), Massadio Haidara (Lens/FRA), Youssef Koné (Lille/FRA), Mamadou Fofana (Metz/FRA), Boubacar Kiki Kouyaté (Troyes/FRA).

Milieux de terrain

Diadié Samassékou (Salzbourg/AUT), Amadou Haïdara (Leipzig/GER), Cheick Doucouré (Lens/FRA), Lassana Coulibaly (Rangers/SCO), Adama Traoré (Cercle de Bruges/BEL).

Attaquants

Moussa Djénepou (Southampton/ENG), Moussa Doumbia (Reims/FRA), Abdoulaye Diaby (Sporting/POR), Moussa Maréga (Porto/POR), Kalifa Coulibaly (Nantes/FRA), Adama Niane (Charleroi/BEL), Adama Traoré (Orléans/FRA), Sékou Koïta (Wolfsberg/AUT).

Les Aigles du Mali présents à la CAN 2019

L' onze malien sera bien présent à la CAN 2019, emmené par Moussa Maréga. La Femafoot a trouvé une issue au dernier moment pour éviter une suspension.

Les instances maliennes du football ont adopté samedi 15 juin de nouveaux statuts conformes à ceux de la Fifa, évitant de justesse une suspension qui aurait empêché les Aigles du Mali de participer à la CAN-2019 (21 juin-19 juillet) en Egypte, où ils seront emmenés par l'attaquant vedette de Porto Moussa Maréga.

Le Mali était empêtré depuis 2017 dans un conflit avec la Fifa, qui reprochait au pouvoir politique de s'être ingéré dans la gestion de la Fédération malienne de football (Femafoot).

Lors d'une assemblée générale ordinaire de la Femafoot samedi soir, de nouveaux statuts ont été adoptés à 23 heures 17, quelques minutes avant l'échéance fixée par l'instance faïtière du football mondial.

« Hier, tard dans la nuit, avec les acteurs du football malien, nous avons trouvé la voie pour une sortie de crise heureuse : les nouveaux statuts de la Femafoot ont été votés à l'unanimité. Bientôt la reprise du championnat et une AG électorale (d'un nouveau comité exécutif) dans les deux mois qui suivent », a écrit sur Twitter le ministre des Sports Arouna Modibo Touré, très impliqué dans les discussions.

Top 14: le Stade toulousain s'offre un 20e titre face à Clermont

Sept ans après son dernier sacre, Toulouse soulève à nouveau le Bouclier de Brennus après sa victoire en finale du Top 14 à Paris samedi face à des Clermontois toujours maudits (24-18). Yoann Huget, auteur de deux essais, a fait basculer cette rencontre. C'est le 20e titre de champion de France du Stade toulousain.

Et de cinq... Cinq finales synonymes de bonheur ou de malheur, selon la couleur de l'écusson que l'on porte dans son cœur d'amoureux de l'ovalie. Si on a l'ASM Clermont Auvergne dans le sang, ce samedi 15 juin 2019 rejoindra la triste collectif des déceptions finales. Si on est plutôt Rouge et noir, inversement, on peut à nouveau savourer le bonheur d'être champions de France. Comme en 1994, 1999, 2001 et 2008, le Stade toulousain a remporté la finale du Top 14 face aux Clermontois au Stade de France (24-18).

Un premier acte équilibré hostilités entre le Stade et l'ASM.

(suite sur RFI)

**PLUS DE DÉBIT
AUX MÊMES PRIX**

Malitel

Proche de vous



DE L'ADSL HAUT DÉBIT EN ILLIMITÉ
jusqu'à **20 MBIT/S** à partir de 9900 FCFA / mois.

Rendez-vous dans nos agences

service client : 6700 ☎
www.malitel.ml @
www.facebook.com/malitel.official f